

Réponse de Claude Cano et Pascale Debord

Claude CANO, Pascale DEBORD,
Simon QUATREVAUX, Sophie DURET
chez EELV Pays de Loire
58 rue Fouré - 44000 Nantes
assemblee.citoyenne.stseb@gmail.com
saintsebastien2015.wordpress.com

à : **Mme Geneviève Couraud**
ECVF – Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes
Tour Mantoue – 9, villa d'Este 75013 Paris

Madame,

Nous avons pris connaissance avec attention de votre courrier relatif aux violences faites aux femmes. Comme vous le soulignez très justement, ces violences touchent les femmes de tous milieux, de tous âges et de tous territoires.

Pour nous, candidat-e-s à l'élection départementale dans le canton de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique), il est essentiel d'agir avec détermination à la fois en prévention et en aide aux victimes.

D'un point de vue préventif, nous estimons primordial le rôle de l'éducation dans la construction des personnes : éducation au civisme, à la sexualité, au vivre-ensemble, à la laïcité. Primordial aussi pour l'accès à l'autonomie de vie et à l'émancipation, à travers les savoirs fondamentaux et l'accès à des formations qualifiantes. Enfin, primordial également, par l'éducation culturelle et l'ouverture au monde, pour battre en brèche les archétypes sexistes.

Du point de vue de l'aide aux victimes, nous considérons que c'est à la puissance publique, directe ou déléguée, de remédier : l'accueil d'urgence, l'écoute par des aidants formés à cet effet, l'aide aux démarches juridiques, la reconstruction physique et psychologique, et la facilitation de l'autonomie financière en sont quelques éléments.

Pour mettre en oeuvre ces actions, nous veillerons, dans le champ de compétences du Département :

- à soutenir les associations d'éducation populaire oeuvrant dans ce sens, ainsi que les associations féministes pour leurs actions en milieu urbain comme en territoire rural, et en milieu scolaire ;
- à renforcer le dispositif d'hébergement d'urgence, en particulier en développant des structures permettant d'accueillir victimes et enfants le cas échéant ;
- à former des professionnels pour que la prise en charge des victimes de violences soit réalisée dans les meilleures conditions possibles, et pour que le repérage des violences faites aux femmes permette d'alerter et de faire intervenir au plus vite tant les services de police que les services sociaux.
- à agir auprès des professionnels de la communication sur notre territoire, afin de les sensibiliser aux dangers potentiels des campagnes publicitaires portant des messages sexistes, y compris pour les publics ciblés d'un très jeune âge ;
- à proposer la mise en place d'un revenu universel de base inconditionnel, afin de participer à l'autonomie financière et à l'émancipation, dès l'adolescence.

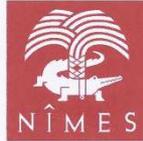
Enfin, nous tenons à saluer la démarche portée par votre association : il est plus que temps, en effet, que les violences faites aux femmes cessent grâce aux efforts de tous, et que toutes les familles politiques désireuses de se consacrer à cette tâche oeuvrent ensemble, en ce début de 21^{ème} siècle.

Saint-Sébastien-sur-Loire, le 12 mars 2015

Claude CANO, Pascale DEBORD, candidat-e-s titulaires
Sophie DURET, Simon QUATREVAUX, candidat-e-s remplaçant-e-s

Réponse de Richard Tiberino

V I L L E D E N Î M E S



Nîmes, le 30 Janvier 2015

Richard **TIBERINO**
ADJOINT AU MAIRE
DELEGUE A LA SECURITE
PRESIDENT DU GROUPE U.M.P.
MEMBRE DU BUREAU DE NÎMES METROPOLE

N/Réf : RT/EM/N° 316.14

ECVF
Geneviève COURAUD
Présidente
Tour Mantoue
9 Villa d'Este
75013 PARIS

Madame,

Votre courrier a retenu toute mon attention.

En effet, candidat aux élections départementales sur Nîmes 4, je suis également depuis 14 ans maire adjoint délégué à la Sécurité à Nîmes.

A ce titre, avec les associations, avec les Polices Nationale et Municipale, avec Madame la procureure de la République, nous travaillons déjà en étroite collaboration sur les violences faites aux femmes.

C'est donc tout naturellement, en cas de victoire aux élections, que je continuerai à œuvrer au sein du Conseil Départemental sur la prévention, sur la poursuite des auteurs et sur le fait que ce sont les victimes qui doivent rester au domicile conjugal et non le contraire, comme c'est trop souvent le cas actuellement,.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Richard TIBERINO

Réponse de Gatien Meunier

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 22 ET 29 MARS 2015



Union de la droite et du centre

Avançons
en confiance

Madame Gèneviève COURAUD
Présidente d'ECVF
Elu-e-s contre les violences faites aux femmes
Tour Mantoue
9, villa d'Este
75013 PARIS

La Baule-Escoublac, le 9 mars 2015

Madame la Présidente,

Vous avez appelé mon attention sur la lutte contre les violences faites aux femmes et je vous en remercie.

En ma qualité de chef de file des candidats Démocratie 44, candidats d'Union de la droite et du centre pour les élections départementales en Loire Atlantique, je peux vous assurer de la prise en compte de ce problème majeur de notre société dans notre programme départemental.

Le Département a un grand rôle à jouer dans l'accompagnement, le suivi et la reconstruction des femmes victimes de violences.

En 2014, ce sont plus de 280 femmes victimes de violences qui ont été suivies par les assistantes sociales du Département.

La violence à l'encontre des femmes et des enfants est un problème majeur qui concerne la santé et les droits des personnes.

Demain, avec les candidats Démocratie 44, nous nous engageons à prendre toute notre part dans la lutte contre ces actes. Nous renforcerons les actions pour mieux protéger les victimes, les accompagner dans leur reconstruction, dans la reconquête de leurs droits et libertés. Cette volonté sera inscrite dans notre politique menée en faveur de l'égalité des droits, mais également dans celle de l'action sociale, de la petite enfance, de l'éducation, de la famille...

En soutenant des associations, en agissant dans le cadre d'un réseau de partenaires, notre volonté est que chacun agisse à son niveau pour apporter des réponses concrètes et rapides aux victimes.

Le futur Conseil Départemental de Loire Atlantique devra faire face à des difficultés financières majeures liées à la fois à la hausse de nos dépenses sociales obligatoires, et à la baisse drastique des dotations de l'État.

Aussi, faisant campagne avec un discours de vérité, nous avons d'ores et déjà annoncé que nous recentrerons le Conseil Départemental sur ses compétences et que chacun devra contribuer à l'effort de réduction de la dépense.

Ceci étant dit, je veux vous assurer de notre conviction que votre mobilisation, et votre action font parties des compétences obligatoires du Département. A ce titre, nous dégagerons les moyens financiers nécessaires à la poursuite et à l'amélioration des dispositifs existants.

Vous assurant de la mobilisation des candidats Démocratie 44, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de ma considération distinguée.

Gatien MEUNIER
Président de Démocratie 44

Nous sommes à votre écoute :

Permanence : 10 rue du Général Leclerc 44510 Le Pouliguen

Mail : democratie442015@gmail.com

Site : www.democratie44.fr

Réponses par mail des candidat-e-s aux élections départementales 2015

Réponse de Vanessa BAUDAT-SLIMANI – Thierry SOLER – Virginie BAULINET – Bruno MALINVERNO

À : ECVF contact@ecvf.fr le 21 mars 2015 10:45

Madame la présidente,

Votre lettre dans le cadre ces élections départementales a retenu toute notre attention.

Au cours de la campagne, nous avons organisé diverses tables rondes, parmi lesquelles l'action sociale, l'éducation, les collègues.

Nous avons fait des propositions sur le sujet qui motive votre action, celle des violences faites aux femmes. En effet, dans notre programme, nous affichons notre détermination à travailler avec toutes les associations qui sont des partenaires auxquels un conseil départemental doit être attentif. Nous voulons sortir des calculs comptables qui freinent les initiatives.

En soutenant les actions des associations du CIDFF du Loiret, du Mouvement du Nid, nous leur permettrons d'intervenir auprès des collégiens pour qu'ils soient sensibilisés à la lutte contre les inégalités, au respect, qui participent à la lutte contre les violences.

Soyez assurée, Madame la Présidente, de notre soutien à vos engagements.

--

Vanessa BAUDAT-SLIMANI (PS) - Thierry SOLER (EELV)

Virginie BAULINET - Bruno MALINVERNO (PS)

Réponse d'Alexandre LHOMME

À : ECVF contact@ecvf.fr le 5 mars 2015 12:08

Bonjour,

Nous vous remercions de l'attention que vous nous avez portée.

Vous trouverez ci-dessous la réponse commune aux candidat-e-s EELV des cantons de Brest.

Nous veillerons à ce que des structures d'accueil soient accessibles sur tout le territoire du Finistère pour les femmes victimes de violence.

Elles devront pouvoir y trouver sécurité, soutien moral, et aide juridique.

Nous n'oublions pas que les femmes ne sont pas les seules victimes de violence intra-familiale, et ces structures devront également pouvoir accueillir des jeunes en rupture avec leur famille, trop souvent en raison de leur orientation sexuelle.

Nous sommes à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement,

Alexandre Lhomme,

Candidat EELV, Canton de Brest Centre - Recouvrance.

Réponse de Nadine MICO et Jean-Christophe BONREPAUX

À : ECVF contact@ecvf.fr le 13 février 2015 18:24

Madame Geneviève COURAUD, Présidente d'ECVF

Madame,

C'est avec le plus grand intérêt que nous avons pris connaissance de votre courrier .

Comme vous le rappelez, la loi de modernisation de l'action publique du 27 janvier 2014 a bien désigné le département comme chef de file en matière d'action sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

Dans l'Ariège, lors des prochaines élections départementales , les candidates et candidats du Parti Socialiste, mais aussi les candidates et candidats républicains non encartés qui se sont joints à nous pour ces élections seront très attentifs dans leur programme aux questions d'égalité entre les femmes et les hommes, aux questions des droits des femmes et plus particulièrement aux violences qui leur sont faites. Ces violences sont, nous en sommes convaincus, l'expression la plus grave des inégalités.

La lutte contre les violences faites aux femmes constitue bien un enjeu transversal pour lequel différentes compétences du département peuvent être mobilisées, que ce soit en matière de politique sociale, mais aussi de santé, de sécurité, d'éducation. La jeunesse, le logement, la famille et l'enfance sont aussi concernés par cette question qui peut donc être saisie à tous les niveaux du territoire.

Nous ne manquerons pas de faire appel à ECVF pour nous aider dans nos démarches ou pour toute demande d'informations.

Soyez assurée de notre mobilisation.

Cordialement

Nadine MICO, Secrétaire fédérale aux droits des Femmes et parité

Jean-Christophe BONREPAUX, Premier secrétaire fédéral

Réponse de Yolande DREANO

À : contact@ecvf.fr le 4 mars 2015 16:04

Bonjour,

Je suis candidate PC aux élections départementales.

Votre courrier me propose de l'aide quant à l'élaboration de propositions face à ce problème dramatique. Je pense que, plus que tout autre, vous saurez nous conseiller sur ce qu'il est possible de mettre en place pour prendre en charge les victimes et les auteurs au niveau départemental.

Je m'engage à œuvrer dans votre sens si je suis élue.

Merci par avance

Yolande DREANO

Canton de Carquefou LOIRE ATLANTIQUE

Réponse de Nelly Le Pennec et Jean-Sébastien Herpin

À : contact@ecvf.fr le 6 mars 2015 08:36

Bonjour,

Par un courrier du 8 janvier, vous désiriez sensibiliser les candidates et les candidats aux élections départementales de 2015 et les engager contre les violences faites aux femmes en inscrivant cette question de manière transversale dans leur programme.

Vous rappelez très justement que la loi du 27 janvier 2014 désigne le département comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

Nous, candidates et candidats sur le canton de Saint Jean-le-Blanc dans le Loiret pour les partis PRG, PS et EELV, désirons nous engager sur ce sujet.

C'est pourquoi figurent dans notre programme ces points :

Lutter en faveur de l'égalité femme-homme et contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle, contre le racisme et toute forme de haine.

Il existe de nombreuses solutions pour protéger ces femmes et nous proposons de renforcer la prise en charge des femmes victimes de violences, lorsqu'elles le souhaitent, en créant des logements-relais départementaux. En développant la coordination des lieux d'accueil, nous voulons garantir une protection à ces femmes qui ont besoin d'aide.

Sur notre site de campagne (<http://plus-solidaires.fr>) paraîtra ce samedi un texte rappelant l'historique du combat pour l'égalité femme-homme, la nécessité des engagements et nos propositions.

Cordialement

Nelly Le Pennec et Jean-Sébastien Herpin

Réponse de Yann Le Pollotec et Sarah Trichet-Allaire

À : contact@ecvf.fr le 8 mars 2015 09:21

Madame,

Nous avons bien reçu votre courrier et nous vous remercions d'alerter l'ensemble des candidates et des candidats sur la question des violences faites aux femmes, qui résultent d'un système global où, le féminin étant supposé inférieur au masculin, certaines personnes se sentent en droit de faire subir toute sorte de violences aux femmes : coups, humiliations, voire mutilations sexuelles.

Savoir lire et écrire, décrypter l'information surabondante, apprendre l'égalité, être éduqué-es à la sexualité, composante de la construction de la personne, etc. contribue à lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

De nombreuses associations féministes agissent déjà dans ce domaine, et il est nécessaire de les soutenir par tous les moyens dont nous disposons.

Au niveau national, il est également important de donner plus de moyens à la justice afin de réduire les délais d'attente pour les femmes ayant eu le courage de porter plainte, alors qu'elles sont trop nombreuses à ne pas le faire

Au niveau du département, nous aurons à coeur, une fois élu-es, à *renforcer le programme départemental* de lutte contre les violences faites aux femmes, en développant notamment les structures d'*hébergement d'urgence* pour les femmes victimes de violence.

La *formation* auprès de tous les professionnels sera renforcée, afin que chacune et chacun puisse, dans le cadre de sa profession, reconnaître les signes de violence et agir en conséquence : alerter, prévenir, accueillir.

L'*éducation* et notamment l'éducation populaire ainsi que les associations féministes seront soutenues, notamment dans le cadre d'interventions dans les écoles pour parler de ces questions auprès des jeunes et agir tout au long du cycle éducatif.

Par ailleurs, s'il est absolument nécessaire de renforcer l'accueil et la prévention des violences, il faut également proposer des solutions pour les *auteurs de violence*. En effet, si une femme peut échapper à la violence d'un conjoint, par exemple, celui-ci ne doit pas être laissé à lui-même pour continuer à exercer des actes violents sur une autre femme. Soins et accompagnement doivent être possibles sur tout le département, sans que les coûts ne viennent diminuer le budget alloué aux politiques contre les violences faites aux femmes.

Voici les grandes lignes de ce que nous prévoyons concernant la lutte contre les violences faites aux femmes.

Si nous sommes élu-es, nous vous recevrons avec plaisir afin d'accueillir d'éventuelles mesures supplémentaires que nous aurions pu négliger.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées et féministes,

Yann Le Pollotec candidat société civile *Sarah Trichet-Allaire* candidate EELV
